

SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

COMITÉ SYNDICAL DU 18 DECEMBRE 2024

Convocations adressées le : Jeudi 12 décembre 2024

Nombre de délégués titulaires présents : 07

Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 03

Nombre de pouvoirs attribués : 0

Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 10

Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Alain BENARD ; Christophe BOULANGER ; Armelle GALLOT-LAVALLEE ;
Christian GATARD ; Patrick LEFRANCOIS ; Franck MAZET ; Brigitte PINEAU.

Suppléants à voix délibérative :

Christine BLET ; Corinne CHAILLEUX ; Régis SALIC.

Suppléants sans voix délibérative :

Michel PADONOU.

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Néant.

Absents excusés:

Armelle AUDIN ; Frédéric AUGIS ; Olivier CONTE ; Emmanuel DENIS ; Michel
GILLOT ; Laurent RAYMOND.

Secrétaire de séance :

Franck MAZET.

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, présente le rapport suivant :

L'article L. 1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit que les élus exercent leurs mandats dans le respect de principes déontologiques consacrés dans la charte suivante qui repose sur sept engagements :

- 1- L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
- 2- Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
- 3- L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
- 4- L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins ;
- 5- Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
- 6- L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
- 7- Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

La Loi n° 2022-17 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale a introduit dans cet article la possibilité pour tout élu local de consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la présente charte.

Les modalités et les critères de désignation des référents déontologues sont prévus par le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local.

Ainsi, le référent déontologue est désigné par l'organe délibérant de l'établissement.

Les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences. Le référent déontologue est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Il est chargé de veiller au respect de la charte de déontologie adoptée par le Comité syndical. Chaque année, il expose devant ce dernier, qui en prend acte, le bilan de son activité sur l'année écoulée ainsi que des éventuelles difficultés d'exécution de la charte et propose toute évolution lui semblant pertinente.

Le décret prévoit que la fonction de référent déontologue peut être exercée par une ou plusieurs personnes ou un organe collégial. La ou les personnes désignées ne doivent pas exercer, ou avoir exercé, de mandat d'élu local au sein de l'entité auprès de laquelle elles sont désignées depuis trois ans, ne pas être agent de l'entité et ne pas se trouver en situation de conflits d'intérêts.

Il appartient au Comité syndical de fixer la durée de l'exercice de la fonction, les modalités de sa saisine et de l'examen de celle-ci, ainsi que les conditions dans lesquelles ses avis sont rendus. Il précise également les moyens matériels mis à sa disposition et les éventuelles modalités de rémunération.

A ce titre, le déontologue peut percevoir une indemnisation sous la forme de vacations dont le montant maximum est fixé, par l'arrêté du 6 décembre 2022 n° 2022-1250, à 80 € par dossier.

En application de ces dispositions, il vous est proposé de désigner, à cette fonction, pour une durée allant jusqu'à la fin du présent mandat de l'assemblée syndicale, Monsieur Boualem BENDJADOR, eu égard à ses compétences et son expérience d'ancien bâtonnier et d'avocat spécialisé en matière pénale.

En conséquence, il est proposé au Comité syndical d'adopter la délibération suivante :

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des collectivités territoriales, notamment l'article L 1111-1-1 et R 1111-1-A et suivants,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

– **DESIGNE** Monsieur Boualem BENDJADOR, en qualité de référent déontologue, des élus syndicaux, pour une durée égale à la fin de la durée du mandat;

– **INDIQUE** que le déontologue peut être saisi par un élu, pour tout conseil utile au respect des principes déontologiques énoncés dans la charte, et ce par écrit,

adressé soit par courrier, sous pli confidentiel à l'attention du déontologue des élus au siège du syndicat, soit par mail, à l'adresse créée par le syndicat à cet effet ;

– **DIT QUE** les moyens matériels suivants seront mis à sa disposition ou pris en charge par le syndicat :

- Local nécessaire à la tenue des rendez-vous,
- Frais de secrétariat,
- Création d'une adresse électronique lue par lui seul,
- Accès à une base de données juridiques.





– **Fixe** à 80€ par dossier le montant de l'indemnisation ;

– **PRECISE** que le déontologue pourra demander au Syndicat le remboursement des frais de transport et d'hébergement occasionnés dans l'exercice de ses missions, dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

– **AUTORISE** le Président ou son représentant dûment habilité à signer tout acte pris en exécution de la présente délibération.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

Pour extrait conforme et certification du caractère exécutoire,

Le secrétaire de séance,	Pour le Président et par délégation,
  Franck MAZET	  Soazic LE GUEN